

Elevages intensifs et extensifs, visions et attentes de la société

E. DELANOUE, IFIP-Institut du Porc, La Motte au Vicomte, BP 35104, 35651 Le Rheu, France, elsa.delanoue@ifip.asso.fr

C. ROGUET, IFIP-Institut du Porc, La Motte au Vicomte, BP 35104, 35651 Le Rheu, France

Introduction

Le GIS « Elevages Demain » est un Groupement d'Intérêt Scientifique dédié aux systèmes de production animale à hautes performances économiques, environnementales et sociétales (ruminants, porcs et volailles). Il rassemble les principaux acteurs de la recherche et du développement en élevage en France.

Dans un contexte de remises en cause fréquentes de l'élevage, il a défini la question de l'acceptabilité sociale de l'élevage comme un enjeu prioritaire. Un travail a été engagé pour apporter un éclairage approfondi sur les sujets de controverses concernant l'élevage en France. Ce travail, multi-filière, est centré sur les élevages en eux-mêmes (taille, fonctionnement, structure) et les observe à différentes échelles (atelier, exploitation, bassin de production, territoire).

Des entretiens ont été réalisés auprès de professionnels des filières d'élevage (interprofessions, éleveurs, techniciens, syndicats), d'associations environnementalistes et de protection animale, de journalistes et de distributeurs. L'analyse des propos recueillis conduit à classer les différents sujets de débat sur l'élevage en quatre grandes thématiques : l'impact sur l'environnement, le bien-être animal, la santé, et l'organisation de l'élevage. Le présent article détaille cette dernière thématique pour analyser la perception des systèmes intensifs et extensifs par ces acteurs.

1/ CONCEPTS ET METHODE

1.1/ L'acceptabilité sociale

L'acceptabilité sociale est le résultat d'un processus durant lequel les parties prenantes élaborent les conditions à respecter pour qu'un projet s'intègre dans son milieu naturel et humain. Elle passe par une analyse coûts-bénéfices, réalisée par les différentes parties prenantes. Cette analyse dépend de leur perception des impacts, potentiels ou avérés, de la situation ou du projet. Cette perception est elle-même influencée par la culture et les valeurs de la partie prenante, par ses connaissances et ses capacités de compréhension des enjeux, par son mode de vie, et par sa confiance dans les porte-paroles ou porteurs de projet impliqués dans les discussions. L'acceptabilité résulte donc d'une analyse des risques et d'un calcul rationnel : elle permet de trouver l'équilibre entre les craintes des uns et les volontés des autres.

L'acceptabilité sociale n'est pas simplement l'acceptation d'un projet par la majorité des citoyens : cette définition néglige le poids des minorités, qui par leur opposition peuvent bloquer un projet. Afin d'évaluer l'acceptabilité d'un projet ou d'une situation, il faut chercher à connaître les attentes des citoyens, et aussi ce qu'ils peuvent tolérer ou au contraire ce qu'ils ne peuvent pas supporter (Lacroix et Lesueur, 2012). La contestation d'une situation, d'un projet, ou d'une pratique peut prendre la forme d'une action collective à visée dénonciatrice (par exemple par le biais des moyens de communication modernes) (Mann, 1991), de pressions sur les pouvoirs publics (au moyen de pétitions par exemple), ou encore de boycott de la part des consommateurs (Godard, 2011a). La contestation peut s'accompagner d'échanges d'arguments reflétant l'existence de controverses.

1.2/ La controverse

Une controverse peut se définir comme un débat portant sur une question précise, avec une tonalité dramatique, c'est-à-dire chargée d'affect ou de gravité, pouvant s'élargir et concerner des acteurs nombreux et divers, lié à une incertitude scientifique, et donnant lieu à des échanges argumentés

entre les protagonistes (Schmoll, 2008). Une controverse naît donc d'une situation d'incertitude des savoirs combinée à des stratégies d'acteurs divergentes (Dockès *et al.*, 2012), avec un enjeu qui est de rétablir la fermeté d'une loi commune au groupe. « L'intérêt des controverses réside dans la façon dont elles rendent visibles ce travail du sens commun sur lui-même. Les disputes sont créatrices dans la mesure où elles produisent des déplacements, des changements de repères et contribuent à modifier durablement les prises sur le monde » (Chateauraynaud, 2004).

Ainsi, une définition préalable, par chaque collectif en affrontement dans la controverse, de ses propres attentes et causes défendues est nécessaire. Lors de cette définition, des rôles sociaux vont être attribués aux différents acteurs, à travers la construction de trames narratives identifiant les victimes et les bourreaux, les dominés et les dominants, les enjeux prioritaires, les acteurs légitimes, les arguments rationnels... Ainsi, Callon et Latour (2006) définissent un acteur comme « un élément qui cherche à courber l'espace autour de lui, à rendre d'autres éléments dépendants de lui, à traduire les volontés dans le langage de la sienne propre. [...] Les valeurs et les étalons, les enjeux, les règles du jeu, l'existence même du jeu, c'est lui qui les définit ou se les laisse imposer par un autre plus puissant ». Ces visions du monde sont, en même temps qu'elles se construisent, confrontées à celles des autres acteurs : « les protagonistes s'opposent constamment pour définir ce qui est certain et ce qui ne l'est pas, ce qui est problématique et ce qui ne l'est pas » (Callon, 1981).

On note une tendance récente de l'opinion publique à mettre en cause l'impartialité des scientifiques et des politiques : les experts sont suspectés de défendre leurs intérêts personnels, ou ceux de lobbies puissants (Godard, 2011b). La prétention de la science à surplomber le débat social, à apporter des certitudes et des vérités, est questionnée (Schmoll, 2008). En France, cette réaction s'explique en partie par les graves crises alimentaires ou sanitaires auxquelles la société a dû faire face (sang contaminé, ESB,...). Ces dernières ont fait naître dans l'esprit collectif une méfiance envers une certaine pratique de la science et la volonté des politiques de défendre l'intérêt collectif. Les médias modernes ont un rôle amplificateur, privilégiant les sujets qui suscitent une réaction émotive forte de la part de la société (Julliard, 2008). Ce sentiment de méfiance a engendré l'apparition d'associations de citoyens de plus en plus nombreuses qui se donnent pour mission de dénoncer des scandales supposés ou de lancer des alertes, afin de pallier au manque de droiture des acteurs politiques et scientifiques (Godard, 2011b).

1.3/ Matériel et méthode

a). Etude des controverses

Nous nous sommes servis de l'étude des controverses comme « d'un moyen d'accès à une réalité socio-historique qu'on juge plus « profonde » qu'elles. Le processus conflictuel est alors utilisé comme un révélateur, au sens photographique, de rapports de force, de positions institutionnelles ou de réseaux sociaux qui, sans elles, resteraient plus difficiles à voir » (Lemieux, 2007).

En tant que matérialisations de désaccords avec un système d'élevage dominant, qualifié par certains acteurs d'intensif et d'industriel (Delanoue *et al.*, 2014), les controverses sur l'élevage témoignent de l'existence au sein de la société française de différentes façons de penser l'élevage et, plus généralement, de différentes visions du monde (Schmoll, 2008). En considérant que ces débats sur l'élevage sont intrinsèquement subjectifs et que tout acteur est rationnel, nous chercherons à objectiver les positions et opinions des différents acteurs, considérés de manière « symétrique » (Bloor, 1983), c'est-à-dire impartiale. Les controverses sur l'élevage sont pour la plupart encore ouvertes et les débats peuvent être vifs. Appliquer ce principe de symétrie permet de se prémunir contre le risque de considérer comme anecdotiques ou confus des arguments ou décisions qui pourraient finalement s'avérer cruciaux dans l'évolution du conflit (Akrich *et al.*, 1988).

b). L'entretien semi-directif

Nous avons privilégié dans notre étude la méthode des entretiens semi-directifs, fréquemment utilisée en sociologie. Elle laisse à la personne enquêtée la liberté d'organiser son discours comme

elle le souhaite, en réponse à des questions ouvertes posées par l'enquêteur. La représentativité statistique n'est pas recherchée, mais cette approche qualitative permet de recueillir une diversité de points de vue, et ainsi d'appréhender les différentes représentations des interlocuteurs sur un sujet donné (Dockès *et al.*, 2011). Elle fournit des informations précises sur les connaissances de la personne enquêtée, sur les liens existant entre ses valeurs, ses normes et ses intérêts personnels. Les propos recueillis doivent ensuite être retranscrits et analysés. Pour cela, l'utilisation d'une grille de dépouillement permet de classer les informations de chaque entretien selon un ordre logique, afin de pouvoir les comparer facilement. On peut alors obtenir les différents points de vue concernant les thématiques abordées dans les entretiens.

Pour cette étude, 31 acteurs impliqués dans les débats ont été rencontrés : des professionnels des filières d'élevage (bovins, porcs, volailles de chair, œufs et caprins), des salariés d'associations (environnementalistes, de consommateurs et de protection animale), des journalistes (presse écrite et documentaristes), et des acteurs de la distribution. Lors d'entretiens individuels ou en petits groupes de deux ou trois, ces acteurs ont été invités à s'exprimer sur leur connaissance des controverses à propos l'élevage en France, sur leurs points de vue concernant ces points de débats, ainsi que sur leurs attentes pour l'avenir des filières. En raison du stade du travail auquel est rédigé cet article, les résultats présentés ici porteront essentiellement sur les entretiens menés auprès de professionnels de l'élevage et des associations.

2/ RESULTATS

2.1/ Thématiques de controverses identifiées

L'analyse des discours a permis de classer les points de débats sur l'élevage autour de quatre grandes thématiques : l'environnement, le bien-être animal, la santé, et l'organisation de l'élevage (Tableau 1).

Tableau 1: Thématiques de remises en cause et points de débat associés, à propos de l'élevage en France

Environnement	Bien-être animal	Santé	Organisation de l'élevage
Emissions de GES	Définition du bien-être animal	Utilisation d'antibiotiques	Système intensif
Pollution des eaux	Condition de vie des animaux	Risques d'épizooties et de zoonoses	Concentration géographique des élevages
Alimentation des animaux	Interventions sur l'animal	Propriétés nutritionnelles	
Nuisances (odeurs, bruits,...)			

Le débat sur la consommation de viande, angle d'approche souvent pris par les médias pour traiter de l'élevage, reprend les enjeux de ces thématiques.

Ces différents points de débat peuvent concerner spécifiquement une production (comme les émissions de GES par les ruminants) ou s'appliquer à l'élevage dans son ensemble, quelque soit la filière considérée (comme la remise en cause du système intensif). « De plus, les échelles de déploiement des controverses diffèrent selon les sujets : les nuisances engendrées par l'élevage porcin déclenchent des débats et des mobilisations très localisés, alors que l'impact de l'élevage sur le climat questionne les différentes arènes publiques à une échelle plus globale » (Delanoue *et al.*, 2014).

Les points de débat dans la thématique de l'organisation de l'élevage portent sur la concentration géographique des exploitations à l'échelle du territoire et le caractère intensif des systèmes de production. Les paragraphes suivants détaillent ce thème.

2.2/ Représentations des systèmes intensifs et extensifs

2.2.1/ Regards croisés de professionnels de l'élevage et d'associations

Les associations, aussi bien welfaristes qu'environnementalistes, s'opposent à l'élevage intensif, qui correspond pour elles aux élevages qui respectent les normes environnementales et de protection animale *a minima*. Ce terme désigne pour elles un mode de production en claustration, avec une forte densité d'animaux, parfois qualifiée de « concentrationnaire », et une taille d'élevage importante. Elles associent ce système à une course à la productivité, à un agrandissement des exploitations, à une diminution de la main d'œuvre, à l'utilisation massive d'intrants chimiques de synthèse, et à une surexploitation de l'eau. Elles reprochent donc à l'élevage intensif des effets négatifs multiples sur l'environnement, le bien-être des animaux, la sécurité sanitaire, les conditions de travail des éleveurs et l'emploi. Les associations environnementalistes sont en faveur de systèmes agro-écologiques, qu'elles définissent comme basés sur les services écosystémiques, réassociant cultures et élevage, et reconnectant les flux de carbone et d'azote dans des schémas jugés cohérents. Les associations welfaristes souhaitent des systèmes d'élevage adaptés à l'animal, compatibles avec leurs comportements naturels, c'est-à-dire avec des densités d'animaux réduites, une absence de pratiques douloureuses et un accès à l'extérieur.

Les professionnels soutiennent l'élevage intensif, considéré comme un facteur de rentabilité économique dans un secteur d'activité en crise. Selon eux, il faut favoriser les filières conventionnelles françaises, soumises à des réglementations strictes, car elles fournissent, en grande quantité, des produits d'entrée de gamme de qualité. Le maintien de la viabilité des exploitations reste une priorité des filières, et elles voient dans le système intensif un facteur de garantie de cette viabilité. Par ailleurs, pour les professionnels de l'élevage, le système intensif n'est pas incompatible avec le respect de l'environnement et du bien-être animal : la rentabilité qu'il offre aux exploitations leur permet de se moderniser et d'investir dans les meilleures techniques disponibles.

Professionnels et associations mettent toutefois en avant le caractère familial de l'élevage français, avec des tailles d'exploitations inférieures à ce que l'on peut observer ailleurs dans le monde. Les associations sont en faveur des petites exploitations, mais déclarent soutenir les élevages intensifs qui ont une réflexion sur l'évolution de leurs pratiques. Elles se placent dans une démarche de progrès, souhaitant améliorer l'élevage conventionnel en encourageant les étapes intermédiaires d'évolution.

2.2.2/ Regard des citoyens

Professionnels et associations s'accordent sur le fait que des considérations environnementales, de santé, et de bien-être animal émergent au sein de la société. Le caractère fermé des bâtiments d'élevage crée un sentiment de méfiance de la part de la population. La nostalgie d'une agriculture d'antan, plus « naturelle », parfois déformée par l'imaginaire, se développe. Les notions de progrès technique, de modernité, et de mécanisation sont souvent vues négativement, car considérées comme antagonistes avec le caractère traditionnel associé à l'activité d'élevage. Le grand nombre d'animaux dans les bâtiments et leur claustration renvoient une image industrielle qui, selon les associations, est synonyme pour les citoyens de pollution, de maltraitance des animaux et d'utilisation excessive d'antibiotiques. Selon elles, le grand public est en faveur des systèmes extensifs et plein-air, et ces attentes vont, à terme, être entendues par le législateur : elles considèrent donc que les filières animales doivent prendre les devants dès maintenant et se préparer à de nouvelles réglementations. Les professionnels de l'élevage semblent plus prudents quant aux dispositions à prendre sur ces questions, car l'évolution de ces préoccupations est selon eux très incertaine. De plus, les différents acteurs s'accordent sur le fait que les citoyens raisonnent en premier lieu en tant que consommateurs : malgré leurs attentes citoyennes en termes d'environnement et de bien-être animal, ils recherchent avant tout des produits animaux à bas prix, et fiables sur le plan sanitaire. De plus, ces attentes citoyennes ne concernent qu'une frange de la population, qualifiée d'éduquée, d'urbaine et de relativement aisée. Une part non négligeable de la

population ne se préoccupe pas du tout de ces questions. Pour les professionnels des filières, le grand public est donc en demande de produits issus de l'élevage intensif.

En outre, professionnels et associations reconnaissent que les citoyens ont très peu de connaissances sur les modes de production et les systèmes d'élevage. Les professionnels notent une idéalisation de certains systèmes alternatifs alors que des élevages conventionnels sont au contraire imaginés plus intensifs qu'en réalité. En termes d'action, ils disent chercher à être les plus transparents possibles et à communiquer sur les structures et systèmes d'élevage français, en organisant des portes-ouvertes en exploitation par exemple. Certaines associations souhaitent quant à elles que le mode d'élevage soit indiqué, et expliqué, sur les produits animaux, à l'image de ce qui se fait déjà sur les œufs.

2.3/ Spécificités entre les filières

Les différentes productions ne sont pas associées aux mêmes types de systèmes d'élevage dans les discours. En élevage bovin, professionnels et associations s'accordent sur le fait que les systèmes sont peu intensifs, familiaux, d'une taille qualifiée de « raisonnable », avec une alimentation majoritairement à l'herbe. Les acteurs mettent de plus en avant les services écosystémiques, écologiques et patrimoniaux, rendus par l'élevage bovin. Les associations ont tout de même exprimé une inquiétude quant à l'arrêt des quotas laitiers. L'élevage porcin est vu par les associations comme trop intensif, avec une représentation des systèmes alternatifs trop faible. Elles souhaitent voir se développer les systèmes sur litière mais, selon les professionnels, les difficultés économiques freinent les évolutions de la filière. Enfin, en élevage avicole, ce sont principalement les systèmes en cage et en claustration qui sont remis en cause par les associations, mais ces dernières reconnaissent à la filière une volonté de faire évoluer les systèmes vers davantage de durabilité et de prise en compte du bien-être animal.

Concernant le regard des citoyens, il est intéressant de noter que les élevages caprins et ovins sont vus comme très artisanaux, où beaucoup de soin est apporté par l'éleveur dans son activité et où les animaux sont élevés en liberté dans de petites exploitations (Repères pour Anicap, 2001). L'élevage bovin est imaginé moins artisanal, avec des troupeaux de taille plus importante, mais conserve tout de même une image de production extensive liée au pâturage. Les élevages de porcs et de volailles, au contraire, sont généralement associés à une image industrielle et déshumanisée. Dans ces productions, les professionnels souhaitent mettre en avant l'éleveur pour redonner justement une dimension humaine et améliorer l'acceptabilité de ces activités.

3/ DISCUSSION ET CONCLUSION

Le système intensif est remis en cause par plusieurs types d'acteurs sociaux. Les débats se font de plus en plus présents et virulents depuis une vingtaine d'années. Le système intensif et son caractère industriel n'ont pas toujours été mal perçus. Au sortir de la deuxième guerre mondiale, des incitations à l'intensification ont permis d'assurer la sécurité alimentaire du pays, et l'industrialisation était, à l'époque, synonyme de progrès et de modernité. La France n'est, de plus, pas le seul pays européen à connaître de tels débats sur les systèmes d'élevage. Les pays du Nord de l'Europe voient eux aussi grandir les mouvements de mobilisations à l'encontre de l'élevage industriel (Roguet, 2013). En Allemagne par exemple, l'organisation parapluie *Wir haben es satt !* (« Nous en avons assez ! »), regroupant de très nombreuses associations de protection animale et environnementale, organise régulièrement des événements de protestation suivis par un large public.

Malgré ces préoccupations, tous les acteurs rencontrés insistent sur l'intérêt de la France à maintenir sur son territoire des filières d'élevage viables et de haute qualité. Il est à noter que ce dernier terme n'est pas associé aux mêmes concepts dans les différents discours et traduit deux types d'attentes majeurs sur l'élevage. L'un correspond à un élevage en polyculture, ancré dans un territoire et un terroir, adapté au comportement naturel de l'animal et permettant un accès au plein-air. L'autre correspond à un élevage productif intensif, respectant les législations environnementales et de

protection animale, et garantissant un haut niveau d'exigence en termes de sécurité sanitaire. Ces attentes dressent un panorama dual de l'élevage de demain, avec d'un côté des élevages « alternatifs et extensifs », et de l'autre des élevages « écologiquement intensifs » (Dockès *et al.*, 2011). Les visions de l'élevage demain diffèrent selon les proportions souhaitées de ces types d'élevages, et selon les productions et territoires concernés.

Afin d'approfondir la compréhension des mécanismes sociaux conduisant à l'émergence de mobilisations collectives, une thèse va être menée en partenariat avec les instituts techniques des filières d'élevage et un laboratoire universitaire de sociologie. Des études de cas concrets de projets d'élevage (installation ou aménagement d'exploitation), ayant ou non déclenché des oppositions de la part de la population riveraine, apporteront un éclairage sur les motivations et processus de mobilisation. Les points de vue et arguments d'acteurs pour l'instant peu considérés seront recueillis : éleveurs, décideurs politiques, chercheurs,... Enfin, un sondage d'opinion sera réalisé afin de disposer de données quantitatives sur la perception de l'élevage par les citoyens.

Remerciements

Cette étude a été réalisée dans le cadre du GIS Elevages Demain. Les auteurs remercient les personnes rencontrées pour leur disponibilité et la richesse de leurs témoignages.

BIBLIOGRAPHIE

- Akrich M., Callon M., Latour B., 1988. A quoi tient le succès des innovations ? 1 : L'art de l'intéressement ; 2 : Le choix des porte-parole. Gérer et comprendre, Ann. Mines, 11-12, 4-17 & 14-29.
- Bloor D., 1983. Sociologie de la logique ou les limites de l'épistémologie. Ebnother D. (traducteur), Pandore, 2, 190p.
- Callon M., 1981. Pour une sociologie des controverses technologiques. Fundam. Sci., 2, 314, 381-399.
- Callon M., Latour B., 2006. Le grand Léviathan s'appriivoise-t-il ? Sociologie de la traduction, Textes fondateurs. 11-33.
- Chateauraynaud F., 2004. Invention argumentative et débat public : regard sociologique sur l'origine des bons arguments. Cah. Eco. Polit., 47, 191-213.
- Delanoue E., Roguet C., Selmi A., 2014. Contestation sociale de l'élevage porcin : regards croisés de professionnels de la filière et d'associations. Jour. Rech. Porc., sous presse.
- Dockès A.C., Magdelaine P., Daridan D., Guillaumin A., Remondet M., Selmi A., Gilbert H., Mignon-Grasteau S., Phocas F., 2011. Attentes en matière d'élevage des acteurs de la sélection animale, des filières de l'agroalimentaire et des associations. INRA Prod. Anim., 24, 285-296.
- Dockès A.C., Guinot C., Kling-Eveillard F., Fourdin S., Barbier M., 2012. Etudier les controverses : approche méthodologique et application à la question de la consommation de viande rouge et des gaz à effet de serre. Renc. Rech. Rumin., 4p.
- Godard O., 2011a. Démarches proactives des entreprises et gestion de la contestabilité sociale (gestion anticipative des menaces environnementales par les entreprises). Compte-rendu du cours L'environnement et le développement durable comme problèmes pour l'action collective, Master EDDEE, séance 6 thème 12, 24p.
- Godard O., 2011b. L'organisation de l'expertise scientifique. Compte-rendu du cours L'environnement et le développement durable comme problèmes pour l'action collective, Master EDDEE, séance 5 thème 10, 37p.
- Julliard J., 2008. La reine du monde. Essai sur la démocratie d'opinion. Flammarion, Paris, France, 120p.
- Lacroix O., Lesueur T., 2012. Acceptabilité sociale des projets industriels. Concept et enjeux de l'acceptabilité sociale pour des projets industriels. Facts & Fig., 12p.
- Lemieux C., 2007. À quoi sert l'analyse des controverses ? Mil Neuf Cent. Rev. Hist. Intellect., 1, 191-212.
- Mann P., 1991. L'action collective. Mobilisation et organisation des minorités actives. Armand Colin, Paris, France, 156p.
- Repères pour Anicap, 2001. Usages et attitudes à l'égard du fromage de chèvre.
- Roguet C., 2013. Au nord de l'Europe, la taille des élevages fait débat. Tech PORC, 10, 9-11.
- Schmoll P., 2008. Matières à controverses. Néothèque, Paris, France, 272p.